

*Les projections des
gouvernements ne sont
étrangères à personne*



La Havane, 17 avr (RHC) Les projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024 ne sont étrangères à personne, même celles du programme de stabilisation macroéconomique, que tout le monde voit très loin, de " là-haut " ; tout a un impact sur les territoires et la population, a déclaré mardi le membre du Bureau politique et Premier ministre Manuel Marrero Cruz, lors

de la réunion mensuelle avec les gouverneurs et le maire de la municipalité spéciale de l'île de la Jeunesse.

Depuis le Palais de la Révolution, et par vidéoconférence avec les territoires, cette question a été analysée en détail, après l'intervention de la première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, Mildrey Granadillo de la Torre, sur l'accomplissement des actions liées aux projections, présentées en décembre dernier à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire.

Le chef du gouvernement a souligné qu' " il y a une dispersion dans la manière dont les mesures sont mises en œuvre ", et que nous devons " entrer dans une phase beaucoup plus dynamique, beaucoup plus accélérée dans la mise en œuvre ". Il a également signalé que des choses importantes sont laissées en suspens et que " nous manquons de fermeté dans de nombreux endroits, nous manquons de mesures exemplaires pour la défense de notre peuple".

Selon Granadillo de la Torre, parmi les questions examinées lors de cette étape figurent la production alimentaire, la gestion stratégique du développement territorial, le fonctionnement de l'entreprise d'État socialiste, le redimensionnement du secteur budgétisé, la mise à jour de l'avant-projet de loi sur les entreprises, ainsi que l'uniformisation des systèmes de paiement électronique.

Nous sommes, a-t-il dit, en train de perfectionner le système de travail pour la gestion des Projections. " Nous sommes en train d'actualiser le plan d'action en termes de contenu, de structure, de programme... afin de garantir la participation active des organisations, de l'osde et des gouvernements territoriaux à sa construction, parce qu'aucune projection n'est étrangère aux fonctions et aux missions que nous réalisons depuis nos institutions".



Le Premier ministre a partagé ce sentiment en déclarant que si nous n'identifions pas les problèmes, les distorsions dans les différents domaines, ce qui a un impact défavorable sur les résultats des travailleurs,

nous n'irons pas de l'avant. Il a ajouté qu'"il ne suffit pas d'identifier les problèmes, mais aussi de les classer.

"Quels sont ceux que tout le monde peut résoudre ? Quels sont ceux qui sont à notre niveau pour trouver une solution ? Quels sont ceux qui dépendent d'une autre instance et qui doivent être soulevés, qui doivent être discutés ? C'est une chose sur laquelle les dirigeants du pays ont insisté : une fois les problèmes identifiés, il faut chercher des solutions alternatives, et c'est ce que disent les projections", a déclaré M. Marrero Cruz.

À un autre moment de l'échange, il a mis en garde contre l'urgence d'être là où se trouvent les problèmes les plus graves, de planifier..., tout en faisant référence aux distorsions identifiées dans les communautés de tout le pays, par exemple en ce qui concerne les prix, et il a exhorté à renforcer le travail des conseils d'administration municipaux.

"Le travail de cette structure, bien que je ne le généralise pas, est insuffisant dans un grand pourcentage, il est très faible, parce qu'ils ne profitent pas de tous les pouvoirs qu'un conseil d'administration a pour aborder ces questions. C'est l'une des questions que nous devons examiner en profondeur, mais avec beaucoup de fermeté. Que fait chaque conseil de direction dans cette lutte contre les prix ?

"Nous allons apporter les clarifications correspondantes, mais chacun doit avoir ses caractéristiques, son plan sur la façon dont il va affronter toutes ces distorsions qui existent au niveau territorial, comment il va chercher des solutions à tous ces problèmes qui ont un impact sur la population", a-t-il dit.

De même, a souligné le chef du gouvernement, le conseil provincial ne doit pas se limiter à l'orientation des tâches, mais aussi à l'évaluation des administrations qui ne remplissent pas leur fonction, et au suivi des programmes sociaux, pour lesquels l'unité d'action entre tous les dirigeants et une plus grande attention à notre peuple sont indispensables.

"Il y a des structures au niveau provincial et à la base qui ne s'impliquent pas dans les communautés, elles ne rencontrent pas les gens, il y a un manque d'attention aux communautés dans beaucoup d'endroits, et plusieurs d'entre nous, dirigeants nationaux, en faisons l'expérience lorsque nous visitons un endroit, une communauté, et que les gens profitent de l'occasion pour communiquer les innombrables mécontentements qu'ils ont, parce qu'ils ne trouvent pas toujours cet espace", a-t-il dit.

Il a également mis l'accent sur le processus de décentralisation des pouvoirs vers les municipalités, la réduction du déficit fiscal, le développement du système commercial du pays et l'intégration de tous les acteurs économiques, en mettant l'accent sur les micro, petites et moyennes entreprises (MYPiME).

LE LOGEMENT EN DÉCLIN

Lors de cette réunion, à laquelle ont participé les membres du Bureau politique Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, et Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République, ainsi que les vice-premiers ministres, la réalisation du programme de logement et la production locale de matériaux de construction ont également été analysées. À la fin du premier trimestre 2024, toutes les provinces ont été évaluées comme étant en déclin.

Dilaila Díaz Fernández, directrice générale du logement, a évoqué une série de lacunes qui entravent ce dossier sensible : le programme de récupération du déficit de logements en dix ans n'a pas été respecté, la perte progressive de la capacité de logement n'a pas été évitée et les projets d'utilisation de la céramique rouge n'ont pas été adaptés.

Il a expliqué que la microbrigade sociale et étatique n'a pas non plus été mise en œuvre en tant que principale force de construction de logements ; la production locale de matériaux ne produit pas les intrants nécessaires au programme, l'augmentation indiquée de la production de céramique rouge cuite

n'a pas été réalisée (seules deux provinces le font), et les cellules de logement de base ne sont pas exécutées en trois mois.

Pour sa part, Marrero Cruz a rappelé que le problème du logement est l'une des plus grandes insatisfactions de la population sur l'ensemble du territoire, les gens doivent voir quand c'est leur tour ; et il est également nécessaire d'impliquer les gens pour qu'ils participent à ce processus d'amélioration et de construction de logements.

AUTRES QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR

L'état actuel de l'équilibre alimentaire au niveau municipal, tel qu'établi par la loi 148 sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, a fait partie de l'analyse de la réunion, après les informations fournies par le vice-premier ministre, Jorge Luis Tapia Fonseca, sur les résultats de la contractualisation pour 2024 et l'accomplissement de certaines productions alimentaires.

Selon M. Tapia Fonseca, le principal problème est que nous ne répondons pas à la demande, nous ne satisfaisons pas le nombre de livres requis par habitant. "L'une des causes est le manque de demande, de contrôle, de préparation des cadres et de systématisation. Aujourd'hui, pas plus de 60 % de tous les propriétaires terriens auxquels nous avons fait appel ont effectué un processus de contractualisation. À cela s'ajoute la qualité de ce processus".



À cet égard, Valdés Mesa a déclaré que les gens se sont habitués à ne pas être contractés et qu'ils apportent donc leurs produits au plus offrant, à celui qui paie le plus. "Il y a des indisciplines qui deviennent des habitudes. La lutte doit être dure, comme celle que nous sommes en train de lancer,

basée sur la commande, l'organisation, le contrôle et la discipline. Nous devons atteindre tout le monde", a-t-il confirmé.

Un autre point à l'ordre du jour de la réunion était l'avancement du programme mère-enfant, un sujet sensible qui, comme l'a indiqué le vice-premier ministre, Jorge Luis Perdonó Di-Lella, nécessite une plus grande intersectorialité pour améliorer ses indicateurs. Des informations ont également été fournies sur la lutte contre l'exploitation minière illégale et les actions menées dans la province de Camagüey (Source : Granma).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/352412-les-projections-des-gouvernements-ne-sont-etrangees-a-personne>



Radio Habana Cuba